ALEXIS TÉTREAULT

NATION

QUI

R'ALLAIT

PAS

DE SOI

La mythologie politique de la vulnérabilité du Québec

ALEXIS TÉTREAULT

LANATION QUI N'ALLAIT PAS DE SOI

La mythologie politique de la vulnérabilité du Québec

Table des matières

Int	roduction	9
1.	Naissance de la mythologie de la vulnérabilité au Canada français	15
2.	La refondation groulxiste et « l'État français »	53
3.	Le néonationalisme historique : l'impératif du pays	81
4.	La Révolution tranquille : en finir avec le Canada français	115
5.	Mythologie et conflit politique dans le Québec d'après 1960	143
6.	La <i>Charte de la langue française</i> : protéger la majorité minoritaire	153
7.	La laïcité de l'État : modèle de la majorité québécoise ?	199
Co	nclusion	245
Re	merciements	251

Introduction

Après une impitoyable analyse à laquelle se sont livrés les savants de ce monde, il n'est rien resté de toutes ces choses autrefois saintes. Or ils les ont démontées pièce par pièce mais l'ensemble leur a échappé, au point que leur aveuglement est digne d'étonnement.

Dostoïevski, Les frères Karamazov

Notre époque fait mauvaise presse aux concepts de mythe ou de mythologie. Opératoires dans les départements d'histoire antique, riches de promesses pour l'helléniste ou l'égyptologue, ils paraissent inopérants pour le sociologue et le politologue. L'étude des profondeurs de l'imaginaire national a pratiquement disparu de l'université et de la sphère publique. Lorsqu'il est question d'imaginaire politique, le domaine du mythe est doublement frappé d'interdit, au Québec comme ailleurs. Abstraction insaisissable et anachronisme

antimoderne, répète-t-on en substance. Le chercheur qui s'y penche succombe aux sentiments que l'on tait d'ordinaire pour brandir son « objectivité » comme accréditation scientifique minimale. Le mythe politique parlerait à l'âme et s'accommoderait mal de la raison. Le sociologue qui ose mêler mythe et politique ne combat-il pas une idée admise voulant que le politique soit engagé dans la voie du « désenchantement » ? Exit toute une tradition intellectuelle québécoise que l'on retrouvait chez les plus grands interprètes de notre condition

Il fut un temps, pas si lointain, où les intellectuels québécois ne frissonnaient pas dans les parallèles de leurs pensées, pour user d'une formule magnifique de Gaston Miron. Ils s'intéressaient aux couches profondes de leur nation. Ils sondaient sans relâche ses fondements mythologiques, qui rendaient intelligibles un parcours historique et permettaient d'appréhender un avenir incertain. La mythologie de la Nouvelle-France incitait à la hardiesse et à l'expansion un peuple aux horizons rendus étroits par la Conquête. Celle que charrie l'histoire des Rébellions de 1837-1838 contient le ferment de la liberté politique qui, sporadiquement, anime la nation québécoise. Le mythe de la survivance et du Canada français est, quant à lui, dépositaire d'une mémoire ambivalente, écartelée entre l'admiration pour la résistance des ancêtres et la critique de l'immobilisme politique de leurs élites. On pouvait considérer ces mythes sévèrement, voire les tourner en ridicule, comme ce fut le cas du mythe de l'évangélisation de l'Amérique par les Canadiens français catholiques. Mais il ne fut jamais question de déconstruire ni même de condamner l'idée qu'un peuple, le nôtre, possédait et chérissait des mythes qui lui étaient consubstantiels.

Convoquons à nouveau Miron: il fut un temps, pas si lointain, où poètes et intellectuels, sans sacrifier leur sensibilité créatrice, faisaient l'abandon d'un Moi tyrannique et suffocant et « montaient la garde » du Ouébec dont ils avaient « la difficile et poignante présence ». Monter la garde, c'était certes s'assurer que cette petite nation improbable s'extirpe de sa condition d'éternel prolétaire au service de l'étranger. C'était surtout se faire le protecteur d'un héritage immatériel, pour que ne périsse pas l'âme d'un peuple qui aspire à davantage que la survivance routinière et provinciale. Ces intellectuels se faisaient tout à la fois les archéologues et les passeurs d'un imaginaire collectif qui avait pour noyau dur une poignée de mythes nationaux. Cet épicentre bouillant sans lequel une nation meurt d'hypothermie était jadis au cœur de la question québécoise. La mythologie, longtemps étudiée à la manière d'une vérité profonde, est désormais inaccessible aux fonctionnaires de la pensée qui étudient le social armés d'une calculatrice, et pour qui « mythe » veut toujours dire « imposture ».

De Fernand Dumont à Léon Dion en passant par Marcel Rioux, nos grands intellectuels sondaient, chacun à leur manière, les abysses mythologiques du Québec, et faisaient remonter à la surface les quelques invariants qui fondent la condition québécoise. Inversement, l'universitaire contemporain tend à arrêter son analyse à la fonction *mystificatrice* de l'imaginaire politique. Désenchanter le politique pour l'exposer dans toute sa tiédeur, tel semble être son objectif. Or, cet élan de positivisme jette une ombre sur la fonction première des mythes politiques.

L'historien français Raoul Girardet parlait de la mythologie politique et de sa « fonction d'animation créatrice [qui] est appel au mouvement, incitation à l'action et apparaît en définitive comme un stimulateur d'énergie d'une exceptionnelle puissance¹. » Le mythe qui traverse et se nourrit de l'histoire nationale fournit un carburant idéologique qui incline les acteurs à observer divers comportements politiques.

On ne peut pas étudier la machine politique en se désintéressant de l'énergie qui la fait se mouvoir. Une communauté est justement mue, pour reprendre les mots du philosophe Jean-Jacques Wunenburger, par « la force des images qui [la] constituent². » Passez sous silence ces images et ces mythes, et l'agir politique d'une nation ne vous apparaîtra plus que sous son aspect strictement rationnel et empirique. Vous voilà transformé en mathématicien du social, incapable de comprendre et d'appréhender le brasier permanent au cœur de la Cité des hommes.

Ce livre veut s'inscrire dans la tradition délaissée de l'étude de la mythologie politique du Québec et

^{1.} Raoul Girardet, $Mythes\ et\ mythologies\ politiques$, Paris, Éditions du Seuil, 1986, p. 13.

^{2.} Jean-Jacques Wunenburger, $Imaginaires\ du\ politique,$ Paris, Ellipses, 2001, p. 45-46.

cherche à renouer avec cette part obscure, mais immarcescible de nous-mêmes. Il tente de débrous-sailler et de rendre intelligible une mythologie politique structurante dans notre histoire intellectuelle et politique, mais qui perd graduellement son ascendant sur la conscience collective.

Quiconque est happé par le caractère précaire de notre condition politique communie à cet invariant qui fonde ce que nous appellerons à la suite de Dumont la « référence québécoise³ »: la mythologie politique de la vulnérabilité. Ce pilier de notre imaginaire s'articule autour de l'irréductible sentiment qu'un jour, soudainement ou subrepticement, la nation québécoise disparaîtra. Constat catastrophiste donnant lieu à une attitude fataliste? Non. Ce ferment anxiogène est bien au contraire à l'origine de nos projets politiques les plus féconds. La mythologie politique de la vulnérabilité est le socle sur lequel s'est échafaudée notre aspiration à l'indépendance, censée nous délivrer du péril de la dissolution nationale.

Il s'agira donc d'étudier la genèse et les différentes déclinaisons de ce mythe ainsi que le projet politique qu'il a fait naître. Nous nous efforcerons de le faire à la manière de Girardet, c'est-à-dire en ne nous souciant pas de la véracité ou de l'inexactitude du mythe de la vulnérabilité québécoise. L'intérêt des mythes politiques est l'énergie qu'ils arrivent à libérer chez une nation. La mythologie de la vulnérabilité, qui laisse

^{3.} Fernand Dumont, Genèse de la société québécoise, Œuvres complètes, tome III, Québec, PUL, 2008, p. 493.

présager notre disparition, est une constante de notre conscience politique. Son corollaire est la quête de l'indépendance. Cette dialectique structure notre histoire. Dès les premiers moments de notre établissement en Amérique, peu importe le nom et la forme qu'a pris notre nation, il s'est trouvé des observateurs pour prédire sa disparition imminente. On a dit de la Nouvelle-France qu'elle était isolée, du Bas-Canada qu'il était soumis, du Canada français qu'il était dominé, du Québec qu'il était colonisé. Dès lors, ces entités étaient appelées à disparaître si elles ne se consolidaient par une forme ou une autre d'indépendance.

Nombreux sont les auteurs qui, hantés par l'idée que notre parcours était sur le point de s'achever, ont alimenté dans leur œuvre à la fois la mythologie de la vulnérabilité et le désir d'émancipation nationale. Que reste-t-il aujourd'hui de cette mythologie et de cette soif d'indépendance? Pour l'écrasante majorité d'entre nous, il semble que le Québec va de soi et qu'il ira toujours de soi. Il n'en fut pas toujours ainsi. Il fut un temps, pas si lointain, où nous avions conscience de notre fragilité et considérions avec anxiété la possibilité de notre dissolution. Que s'est-il passé? Comment une nation minoritaire et vulnérable, à la recherche d'un pays, en est-elle venue à se représenter sous les traits d'une nation majoritaire, normale, pérenne et accomplie? D'où vient ce triomphalisme? Ce livre tentera de répondre à ces questions.

1

Naissance de la mythologie de la vulnérabilité au Canada français

La beauté attirante du passé n'est pas la beauté de ce qui a été, de ce qui un jour fut contemporain et nouveau, c'est la beauté de ce qui est, de ce qui demeure éternellement, après une lutte héroïque contre le pouvoir destructeur du temps.

Nicolas Berdiaev, De l'inégalité

Le moment et les raisons de la constitution de la mythologie politique de la vulnérabilité se trouvent dans la remise en cause de l'existence même de la nation par une force qui la dépasse. Dans notre histoire, ce moment fondateur s'aperçoit en 1840, lorsque le Canada français s'engage sur la voie de l'hiver de la survivance. La nation doit alors élaborer une manière nouvelle et féconde d'entrevoir l'avenir. Bien

que Raoul Girardet ne disserte pas du cas canadienfrançais, ses propos se prêtent de façon épatante à la naissance de son imaginaire de la vulnérabilité:

Ce n'est pas en vain non plus [si les mythes politiques] semblent assez généralement trouver leur impulsion motrice à l'intérieur de groupes minoritaires, menacés ou opprimés – ou sur qui pèse en tout cas un sentiment de menace ou d'oppression. [...] L'essentiel est dans le fait que l'effervescence mythique commence à partir du moment où s'opère dans la conscience collective ce que l'on peut considérer comme un phénomène de non-identification.

Dans le cas canadien-français, il faut retourner au contexte politique issu de l'échec des Rébellions de 1837-1838, source première de l'idéologie de la survivance. Balayées par la première puissance militaire mondiale, les rébellions sont écrasées, des villages sont incendiés et des leaders patriotes sont pendus. La population bas-canadienne se voit privée de son élite législative et des institutions politiques dont elle usait depuis 1791. Un *Conseil spécial* est instauré en 1838 par les autorités coloniales afin d'échafauder (sans consultation populaire) l'avenir constitutionnel et politique du Bas-Canada.

Résumé éclair, voire médiocre, de l'ambiance dans laquelle étaient plongés les devanciers des Québécois. Notre intention n'est pas de faire la reconstitution

^{1.} Girardet, Mythes et mythologies politiques, p. 178-179.

historique du mouvement patriote, mais bien de déceler, dans son échec, la fondation de l'imaginaire de la vulnérabilité. Pour ce faire, gardons-nous bien d'étudier cette période à l'aune de notre connaissance des événements subséquents. Reconstituer la genèse d'une période ou, dans notre cas, d'une mythologie politique, c'est d'abord éviter le « piège de la téléologie² » qui rationalise le cours des événements avec, en tête, son dénouement. Pour la communauté nationale de l'époque, l'avenir est inconnu et ouvert à la contingence qui annonce, selon les circonstances, des lendemains qui chantent ou un destin crépusculaire. C'est en toute méconnaissance de l'avenir que cette cohorte de Canadiens français a lu le Rapport Durham de 1839 et y a vu l'acte de sépulture de leur nation. Les effets de ce document n'incarnent rien de moins que la naissance de la « constellation mythologique³ » de la vulnérabilité, gravitant autour de l'astre de l'éventualité d'une minorisation puis d'une assimilation des Canadiens français.

Un peuple qui gagnerait à disparaître

On connaît l'admiration de l'historien et théoricien Maurice Séguin pour le *Rapport Durham*. Il ne tarissait pas d'éloges quant à la clairvoyance politique du document – ce qui ne revient évidemment pas à dire qu'il s'enthousiasmait de ses conclusions. Peut-être par

Éric Bédard, Survivance. Histoire et mémoire du XIX* siècle canadien-français, Montréal, Boréal, 2017, p. 72.

^{3.} Girardet, op. cit., p. 20.

biais de confirmation, puisque le « système Durham » confortait à plusieurs égards ses *Normes*, Séguin décèle, dans les prescriptions de Durham, le système de domination et l'armature constitutionnelle dans lequel sont pris les Canadiens français⁴. Selon lui, la dynamique nationale et politique du Canada moderne y est schématisée de manière transparente. On aurait tort d'amoindrir, comme le font certains, l'importance de ce document dans l'histoire du Québec et du Canada. À bien des égards, les limites que rencontre le premier à l'intérieur du second tirent leur origine du *Rapport Durham*, lui-même le fruit de l'impérialisme anglais et de son insidieux génie politique.

Pour extirper « l'effervescence mythique » du document – une des seules, sinon la seule étude systématique qu'ait produite l'époque sur le Canada français – il faut le lire à distance de l'intention polémique qu'on a voulu lui prêter. Certes, Durham affirme de manière décomplexée la supériorité anglaise et l'oppose à la médiocrité française. Cependant, une telle lecture manifeste, comme l'a noté en d'autres circonstances l'historien Guy Frégault dans son maître-livre sur *La guerre de la Conquête*, un « nationalisme » britannique sûr de lui-même bien plus qu'une détestation viscérale de la nation canadienne-française⁵. À s'y intéresser pour ce qu'il est, soit un programme politique conçu pour éviter d'autres

Jean Lamarre, Maurice Séguin, historien d'hier et d'aujourd'hui, Québec, Septentrion, 2019, p. 130.

^{5.} Guy Frégault, *La guerre de la Conquête. 1754-1760*, Montréal, Fides, 1975 [1955], p. 30.

convulsions armées dans l'Amérique britannique, on y découvre la « théorie nationale » à l'origine du Canada de 1867.

Le Rapport Durham a été maintes fois commenté depuis sa publication en 1839. On connaît les passages marquants qui décrivent, au Bas-Canada, « deux nations en guerre au sein d'un même État⁶. » On ne manque pas de souligner le remède privilégié par l'auteur pour amoindrir les maux de la colonie, la «lente assimilation des Canadiens français⁷». On remarque que le Rapport, du moins la portion qui traite du problème bas-canadien, s'enthousiasme pour deux perspectives qui deviendront la hantise des Canadiens français: la mise en minorité de la nation et la disparition progressive de sa culture. Par un mouvement d'opposition aux aspirations légitimes d'un peuple, ce programme assimilationniste féconde l'imaginaire politique canadien-français et fonde la volonté de le conjurer autant que faire se pourra.

Durham fait état d'une petite collectivité d'Anglais qui « ne supporteront [plus jamais] l'autorité d'une Chambre d'Assemblée dans laquelle les Français posséderont une majorité ou même s'en approcheront⁸.» Durham communie aux mêmes sentiments, car, sans surprise, il recommande aux autorités impériales d'affermir le caractère anglais de la province du Bas-Canada en instaurant une politique de colonisation

John George Lambton Durham, Le Rapport Durham, Montréal, Typo, 1990 [1839], p. 58.

^{7.} Ibid., p. 251.

^{8.} Ibid., p. 88.

vigoureuse qui serait à l'avantage des colons britanniques. L'objectif poursuivi par l'auteur est la mise en minorité des Français dans la province laurentienne. Mais c'est un projet de longue haleine. Il se cristallisera au fil des décennies, voire des siècles. Or, Durham n'ignore pas qu'on l'a dépêché en Amérique pour remédier promptement aux conflits nationaux qui affligent la colonie. Pour minoriser l'élément français de manière expéditive, il propose une solution expéditive qui sera, moins d'un an plus tard, mise à exécution. Il s'agit de l'union du Haut et du Bas-Canada. Cette fusion « ne donnerait pas seulement une majorité anglaise absolue, estime Durham, mais une majorité qui s'accroîtrait annuellement par une immigration anglaise9. » Mais ce «bien» en couvre un autre. En plus de minoriser les Canadiens français, cette solution aura le mérite « par suite du cours naturel et légitime des événements [de leur faire abandonner] leurs vaines espérances de nationalité¹⁰. » Submerger démographiquement une nation, pense Durham, conduit inéluctablement à l'effacement progressif de sa propre conscience de soi. Le remède prisé par le fonctionnaire s'incarne dans la dvade minorisation-assimilation.

Louisianisation du Canada français

Durham insiste sur un point à plusieurs reprises : le processus d'assimilation doit s'accomplir sans douleur. Jamais la langue anglaise ne doit être imposée par une

^{9.} Ibid., p. 251.

^{10.} *Ibid*.

loi du gouvernement en devenir de l'Amérique britannique. Dès lors, « tant que le peuple continuera à faire usage de la langue française, le gouvernement ne [prendra] pas, pour imposer la langue anglaise, des moyens qui, de fait, priveraient la grande masse du peuple de la protection des lois¹¹. » Au contraire, le Canadien français se verra transformé en Canadien anglais par un mouvement irrésistible, à cause, disaiton, de la supériorité évidente de l'univers anglosaxon. Il convient, estime Durham, de s'inspirer de la Louisiane. L'immigration anglaise massive et la « quasi-égalité juridique des deux langues » y auraient provoqué, non sans quelques conflits qui sont le propre la vie politique, le « guêpier de l'émulation 12 ». En Louisiane comme au Bas-Canada, le français persiste et il y a fort à parier qu'il persistera encore plusieurs décennies. Seulement, poursuit l'auteur du Rapport, le règne des intérêts politiques et économiques anglais vide de sa substance existentielle l'usage de la langue française de sorte que, si elle ne disparaît pas, elle est comme frappée d'inutilité et devient la langue des affaires «locales» et de moindre importance. « Émulation », le mot choisi n'a rien d'anodin et dénote un rapport problématique à la langue et à la culture originelles des francophones. Dans ce pays voulu par Durham, faire mieux, c'est essentiellement choisir la culture dominante, qui n'est ni française ni catholique.

^{11.} Ibid., p. 238.

^{12.} Ibid., p. 243-245.

La nation qui n'allait pas de soi traverse l'histoire du Québec, de la Conquête à nos jours, s'attachant à montrer, notamment sous la plume de ses grands historiens, politiciens et intellectuels, la présence et l'influence de ce que l'auteur appelle la mythologie politique de la vulnérabilité.

Une thèse centrale du livre est en effet que la perspective de sa propre disparition a été un élément moteur de l'action politique qui a permis à la nation québécoise de s'affirmer et de perdurer. À l'inverse, le fait de considérer, sociologiquement, linguistiquement et, bien entendu, politiquement, la nation québécoise comme un acquis ferait émerger un risque existentiel inédit. Or l'auteur repère dans l'histoire récente du Québec les marques de cette assurance qu'aucun fait objectif ne vient étayer, bien au contraire.

Né en 1994 à Saint-Jean-sur-Richelieu, Alexis Tétreault est doctorant en sociologie à l'UQAM. *La nation qui n'allait pas de soi* est son premier essai.



